



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

**La crise de la succession
dans une famille paysanne bretonne.**

A. ROUVRAIS

Tous les recensements font apparaître l'importance numérique des départs hors de l'agriculture depuis la fin du XIX^e siècle. Les causes générales de cet exode agricole ont déjà été décrites par de nombreux auteurs (cf. notamment Gautier, 1950 et Rambaud, 1974). Mais la façon dont un tel processus s'opère à l'intérieur du cadre familial demeure encore mal connue. C'est ce que nous avons voulu étudier particulièrement. Il s'agit de saisir, au-delà des pressions extérieures d'ordre politique, économique et culturel, comment la famille joue un rôle actif dans les départs de l'agriculture. A cette fin, nous avons concentré notre enquête sur une famille dont les descendants, nés entre 1866 et 1900 et issus de la région de Dinan (Côtes-du-Nord), étaient en majorité d'origine agricole ⁽¹⁾. Nous avons retracé la trajectoire des membres successifs de cette famille depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1985. Les 187 personnes (enfants morts-nés ou morts en bas-âge exclus) qui ont ainsi été recensées, se répartissent en trois générations :

- la troisième génération (la plus ancienne) comprend 27 personnes nées entre 1866 et 1900, soit 13 hommes et 14 femmes, dont une seule est restée célibataire (religieuse) ;
- la deuxième génération comprend 63 personnes nées entre 1894 et 1935, soit 34 hommes et 29 femmes, parmi lesquelles 4 garçons sont restés célibataires ;
- enfin, la première génération comprend 97 personnes nées entre 1919 et 1966, soit 50 hommes et 47 femmes, parmi lesquelles 5 garçons et 2 filles sont restés célibataires.

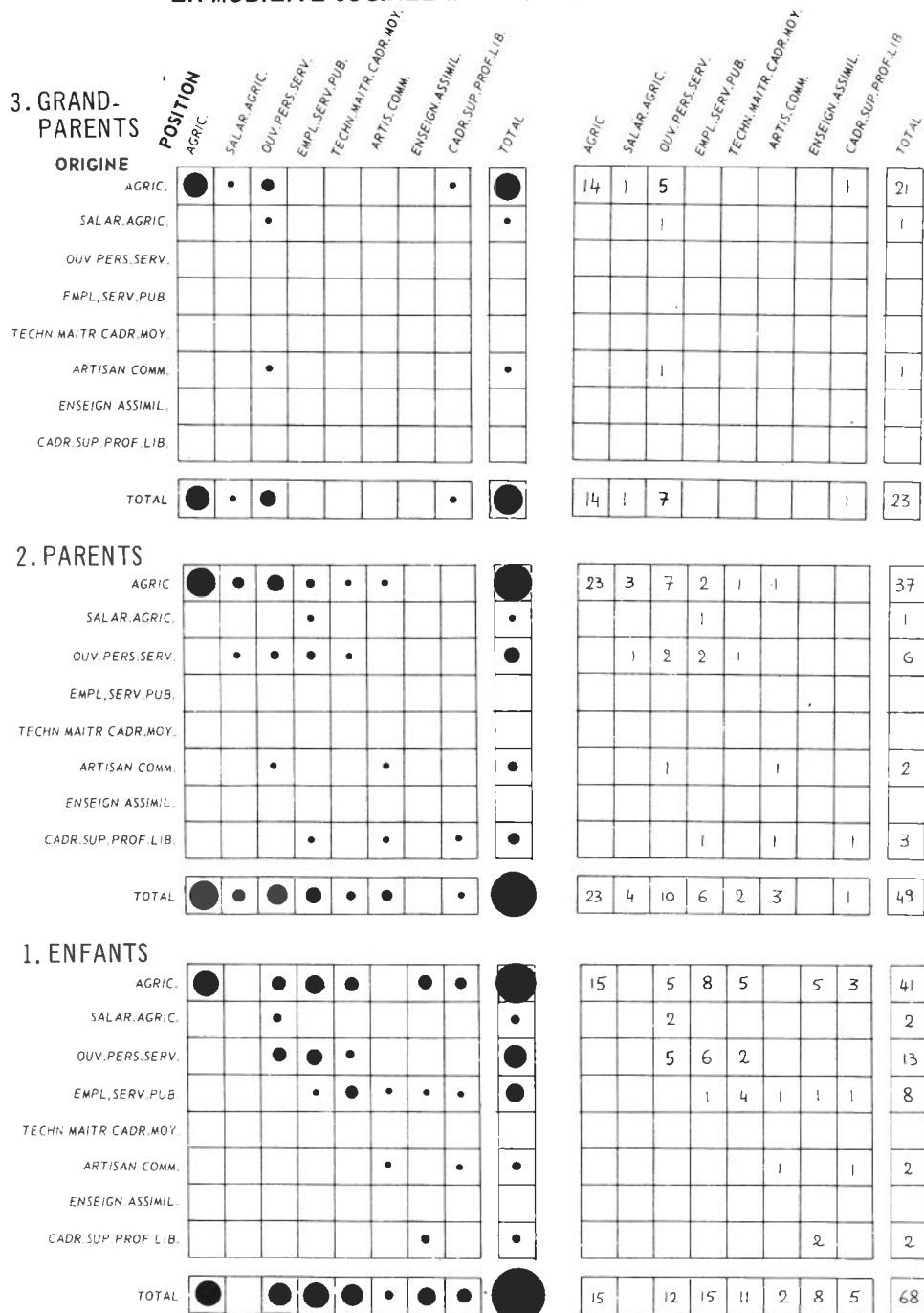
L'étude du devenir de l'ensemble des descendants d'une même famille paysanne bretonne sur l'espace d'un siècle permet de repérer différentes façons de préparer le départ de l'agriculture. Elle nous éclaire sur la manière dont l'institution familiale, qui jouait initialement un rôle quasi-exclusif dans la formation et l'insertion de ses membres dans la société (paysanne), s'est trouvée peu à peu amenée à modifier ses stratégies de reproduction en faisant principalement appel à l'institution scolaire pour assurer l'avenir de ses enfants. En nous plaçant dans une optique "longitudinale", c'est-à-dire en suivant les individus au cours de leur existence, nous avons pu reconstituer les étapes de l'histoire familiale, d'une génération à l'autre. Cette saisie, de l'intérieur, du devenir de la famille sur une longue durée a été facilitée par la collecte d'informations orales et écrites d'origine familiale. Une vingtaine d'entretiens ont été réalisés auprès de personnes appartenant aux trois générations, et deux autres avec des femmes situées à la périphérie de la famille. On trouvera dans le texte les principales caractéristiques des personnes interviewées.

Évaluation statistique de la mobilité sur trois générations

Une table de mobilité a d'abord été élaborée afin de mettre en évidence les transformations dans l'orientation professionnelle au cours des trois générations. L'origine sociale des membres de chaque génération a été évaluée en fonction de la profession de leur père au moment de leur naissance. Leur position sociale a été déterminée d'après leur profession en fin de carrière pour les retraités ou, pour ceux qui sont encore en activité, leur position au moment de l'enquête.

⁽¹⁾ Cet article développe un point du mémoire que nous avons préparé à l'Ecole des hautes études en sciences sociales sous la direction de Placide RAMBAUD (ROUVRAIS, 1985) ; la partie graphique présentée a été réalisée au laboratoire de graphique de l'EHESS, en collaboration avec Françoise Vergneault, sous-directeur d'études.

LA MOBILITÉ SOCIALE INTERGÉNÉRATIONNELLE



La partie gauche de la figure est la traduction graphique du tableau qui se trouve à droite. En x et en y, on a porté les catégories socio-professionnelles, en ordre "croissant". Mais alors qu'en x il s'agit de l'origine sociale des individus étudiés, en y, il s'agit de la position sociale des mêmes individus en fin d'activité. Par exemple en première ligne, on peut lire : sur 21 enfants d'agriculteurs, 14 sont encore agriculteurs en fin d'activité. En général, plus les points se situent dans la partie droite de la diagonale NO-SE, plus grande est la mobilité sociale. Un plus grand nombre de points dans la partie gauche dénote au contraire une grande stabilité sociale.

Le secteur d'activité dominant à la **troisième génération** est l'agriculture. Le degré d'hérédité sociale est plutôt élevé puisque deux membres de la famille sur trois sont agriculteurs. Quant aux autres, ils se dirigent prioritairement vers le salariat. Les membres de cette génération entrent sur le marché du travail entre la fin du XIX^e siècle et le premier quart du XX^e, à une époque où le département des Côtes-du-Nord est encore fortement agricole. Si le pays de Dinan reste leur lieu de résidence privilégié, certains d'entre eux commencent cependant à suivre la voie de l'émigration bretonne vers la région parisienne, comme un gros contingent de natifs des Côtes-du-Nord dès le XIX^e siècle (Gautier, 1953).

Le caractère agricole du groupe familial tend à se réduire légèrement à la **deuxième génération** puisqu'il n'y a plus alors qu'un agriculteur sur deux. Les membres de la famille résident encore principalement dans les provinces de l'Ouest, et plus particulièrement dans la région de Dinan. Certains, en âge d'entrer sur le marché du travail dans l'entre-deux-guerres et l'immédiat après-guerre, suivent à leur tour la route de la région parisienne.

C'est à la **première génération** que la diversification professionnelle du groupe familial s'accélère le plus nettement. Elle est le produit, d'une part, des effets multiplicateurs des départs de l'agriculture aux deux générations précédentes et, d'autre part, d'une nette baisse dans le recrutement de nouveaux agriculteurs à cette génération. Ce passage d'un haut degré d'hérédité sociale à un faible taux de reproduction en l'espace de trois générations est une conséquence de l'accélération des transformations de la société française depuis la Seconde Guerre mondiale, qui se traduisent en particulier dans la nouvelle structure de la population active du canton rural de Jugon-les-Lacs, lieu de résidence de nombreux membres de la famille (cf. tableau 2). Nous constatons cependant dans cette famille un exode agricole plus accentué que dans l'ensemble du canton qui, tout en enregistrant une diminution sensible du nombre de ses agriculteurs entre 1954 et 1975, demeure néanmoins fortement agricole. Le départ de l'agriculture n'engendre pas forcément un transfert hors du milieu rural et de la province d'origine, comme en témoigne la forte présence de membres de la première génération dans les départements de l'Ouest et plus particulièrement dans les communes rurales du pays de Dinan. Il reste que, en l'espace de trois générations, l'ampleur des départs de l'agriculture a été telle que la famille a, en 1985, perdu en grande partie le caractère agricole qu'elle avait à la fin du siècle dernier.

Après avoir mesuré la mobilité sociale et géographique au cours de cette période, essayons d'en reconstruire la dynamique. Qu'est-ce qui a poussé certains enfants d'agriculteurs à quitter la terre ? Que sont-ils devenus ? Où sont-ils allés ? Par quelles médiations ? Quel a été le rôle de la famille ? La prise en compte de la dimension temporelle est fondamentale pour analyser la mobilité sociale à travers les générations. Aussi traiterons-nous des mécanismes d'exclusion de la profession agricole d'abord aux troisième et deuxième générations, puis à la première. Si nous regroupons la troisième et la deuxième générations par opposition à la première, c'est parce qu'elles partagent de nombreux points communs et que les décalages de l'une à l'autre y sont beaucoup moins importants qu'entre elles deux et la première génération. En effet, pour les membres de celle-ci, qui sont rentrés massivement sur le marché du travail après la Seconde Guerre mondiale, on constate que les projets familiaux et les aspirations individuelles sont profondément différents de ceux de leurs ascendants, entrés majoritairement dans la vie active avant guerre.

Premières migrations : refus individuels de la condition paysanne, rareté des débouchés et réseaux familiaux.

Avant la Seconde Guerre mondiale, les familles de la petite paysannerie recourent le plus souvent au marché du travail agricole et rural pour placer leurs

enfants et leur assurer, de ce fait, une formation professionnelle sur le tas. Un agriculteur de 70 ans s'en souvient encore : *"Je suis parti travailler dans les fermes à 14 ans et ils me payaient 5 francs par jour ; alors que les gros ouvriers, les adultes, avaient 10 francs dans ce temps-là"* (2). Les salaires constituent à cette époque un grand sujet de mécontentement, comme l'explique une fille de petits fermiers : *"On était trois filles et il en fallait une aux champs, une à garder les gosses quand il y en avait, et une à desservir l'ouvrage chez les voisins. On restait ici à perdre notre temps ; peut-être pas à perdre notre temps, mais on gagnait tout juste pour nous habiller. Jamais on ne plaçait d'argent sur notre livret d'épargne ; d'ailleurs, on le donnait à nos parents pour les aider dans leur petite ferme"* (3). La condition de journalier(e), en entraînant pour beaucoup de profondes insatisfactions, un sentiment d'inutilité et de frustration, de mauvaises conditions d'existence, et une grande dépendance à l'égard des parents, crée des conditions favorables pour faire des enfants de paysans des migrant(e)s potentiel(le)s. Jusqu'à la veille de la dernière guerre, la Bretagne demeure une région à prédominance agricole. Les possibilités de travail en dehors de l'agriculture sont très réduites du fait de la faible industrialisation et de l'effondrement d'activités artisanales autrefois créatrices d'emplois (Gautier, 1950). La vie rurale offre donc peu d'alternatives en dehors d'un secteur agricole fortement valorisé par les agriculteurs, comme nous le dit l'un d'eux, né au début du siècle : *"Naturellement que l'agriculture plaisait à mes parents puisqu'ils ne pouvaient pas avoir d'autres métiers. Dans ce temps-là, les gens se contentaient de tout. Où tu voulais aller ? Celui qui avait une vache ou deux était bien. Tu avais les agriculteurs qui cultivaient 5-6 hectares de terre et qui allaient pêcher la morue à Terre-Neuve (activité saisonnière). Il n'y avait pas beaucoup de travail saisonnier dans ce temps-là ; pour les betteraves, ce n'est venu qu'après la guerre (1914-1918) parce qu'avant, ici, il n'y en avait pas un à y aller"* (4). Dans ce contexte, seul l'exercice de certaines professions maritimes ou artisanales est envisageable, mais il conditionne généralement le départ momentané, ou prolongé, de la région d'origine. La migration définitive n'intervient qu'après une période initiale de placement sur les fermes ou chez un artisan rural, ou encore après un engagement dans la marine, généralement en fin de scolarité primaire.

La pêche à Terre-Neuve, qui représente, principalement avant la guerre de 1914-1918, une activité d'appoint pour certains petits agriculteurs des Côtes-du-Nord pas trop éloignés des ports d'embarquement (5), constitue la première occasion pour les fils de paysans de se familiariser, dans des conditions souvent pénibles, à une activité non agricole. La grande pêche, bien que particulièrement éprouvante, a l'avantage de leur ouvrir de nombreux horizons et, par la suite, de belles perspectives d'avenir peuvent s'offrir à eux, notamment dans la marine nationale. Tel est le cas de Jean-Baptiste, né à la fin du siècle dernier dans la région de Dinan, dont la trajectoire professionnelle est exemplaire. Dès l'âge de 11 ans, il est mousse sur un bateau et il participe à de nombreuses campagnes de pêche à Terre-Neuve, avant la guerre de 1914-1918. Pendant le conflit, il s'engage comme fusilier marin et, en 1919, il se réengage. Entre 1919 et 1926, il est marin de l'Etat au ministère de la Marine à Paris. Il est ensuite muté à Toulon où il est chef d'équipage sur des bateaux naviguant en Méditerranée, de 1926 à 1932. Il termine sa carrière à Lorient où, entre 1933 et 1938, il est commandant du

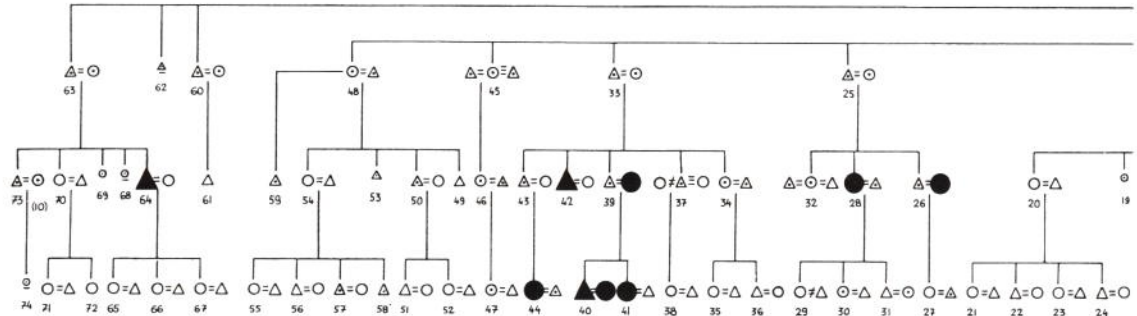
(2) - François : 70 ans, deuxième génération, retraité agricole, 18 hectares, niveau du certificat d'études (CEP), domicilié dans le pays de Dinan.

(3) - Claire : 85 ans, commerçante à la retraite, hors famille érudite, fille d'agriculteurs, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

(4) - Roger : 80 ans, deuxième génération, retraité agricole, 30 hectares, niveau CEP, domicilié dans le pays de Dinan.

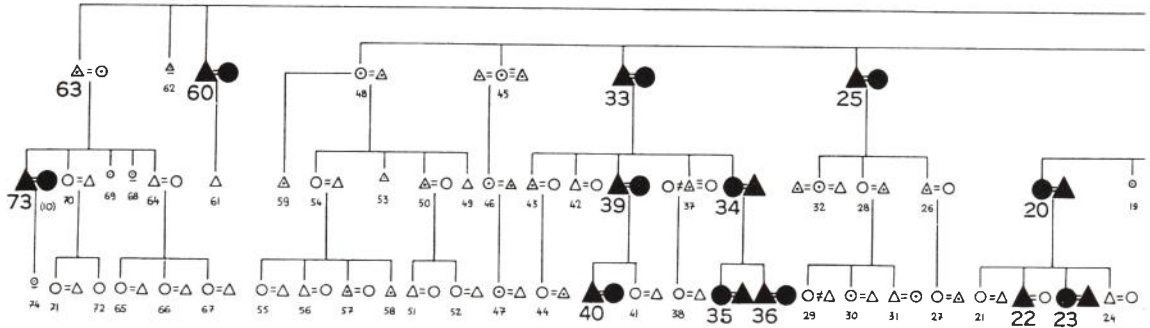
(5) - Développement économique des Côtes du Nord, (cité dans GAUTIER, 1950, p. 88).

1. LES ENQUÊTES (oralement ou par écrit)

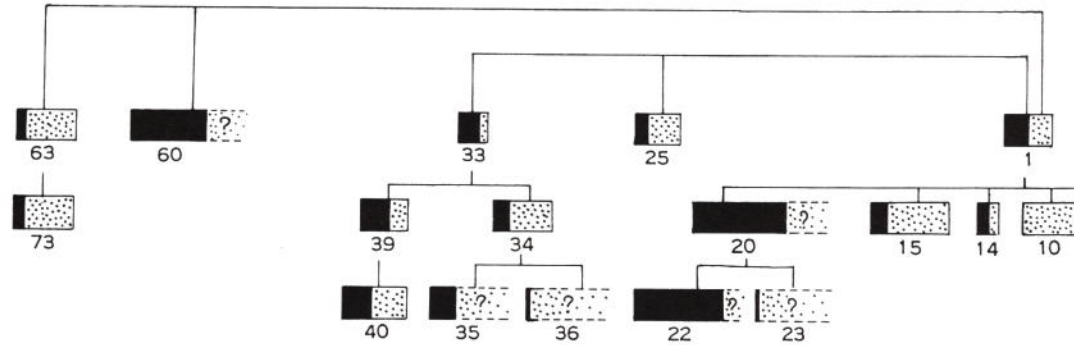


2. LES AGRICULTEURS DANS LA FAMILLE . LEUR TYPE D'EXPLOITATION

LES PERSONNES

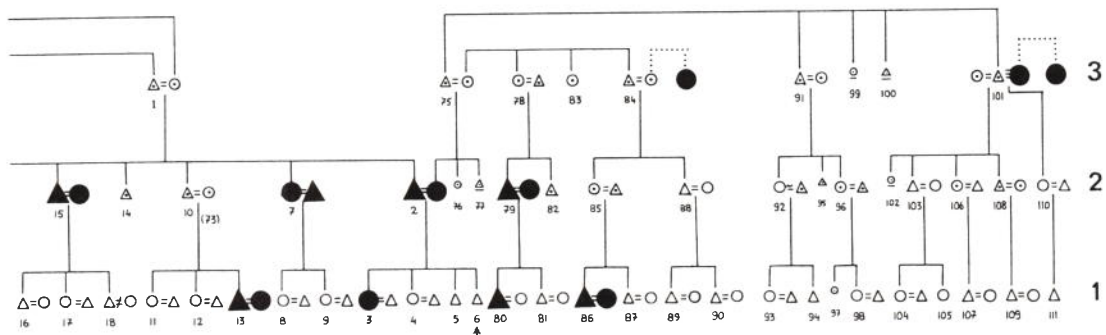


LES BIENS

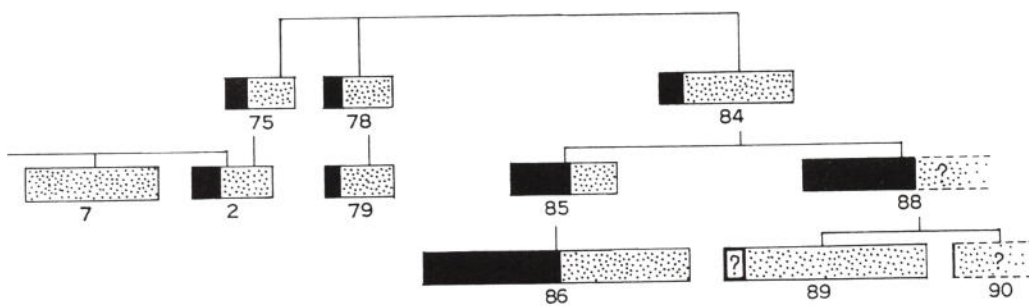
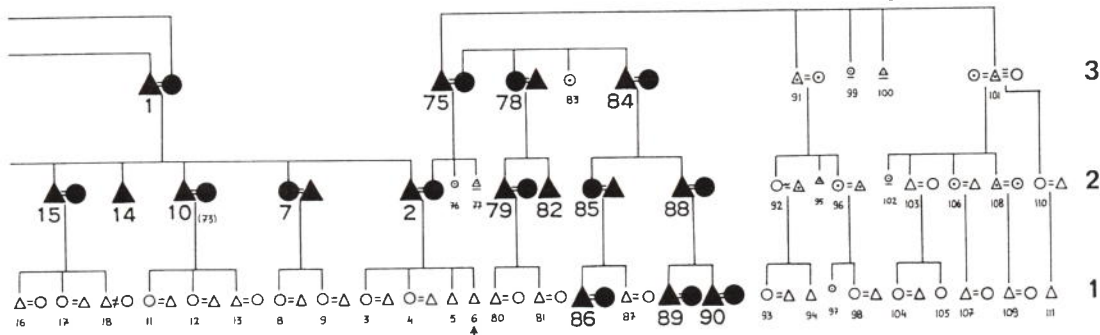


0 10 20 30
hectares ■ Propriété □ Fermage ? Donnée inconnue

En noir : les enquêtés



En noir : les agriculteurs



INDIVIDUS : homme \triangle en vie \blacktriangle décédé \triangle mort-né \triangle mort en bas âge

femme \circ en vie \bullet décédée \circ morte née \circ morte en bas âge

LIENS : --- de sang $=$ mariage \equiv remariage \approx concubinage \neq divorce

Troisième dépôt. Il passe sa vie de retraité sur les lieux de son enfance. Mais qu'est-ce qui a poussé ce fils de petits paysans à quitter l'agriculture ? Sa femme raconte :

"Après l'école, mon mari s'est engagé dans la marine avec René, son frère. Par deux années, le bateau avait coulé, et il dit : 'Peu importe, je continuerai pareil. Certainement que je n'irai pas domestique en ferme pour ne rien manger, alors que, dans la marine, on a une pension'. Certainement qu'il le savait, et il avait continué" (6). Les avantages sociaux que procure, en fin de carrière, le métier de marin peuvent donc tenter les petits fermiers qui ont une perception négative de leur avenir dans le milieu agricole.

Outre la marine, certaines activités artisanales offrent des possibilités de travail. Ainsi en est-il du métier de menuisier qui a l'avantage de pouvoir également être exercé en milieu urbain. Et, comme le souligne François, son apprentissage ne s'adresse pas seulement aux fils de menuisiers, mais aussi largement aux fils de paysans qui acquièrent ainsi une formation professionnelle monnayable tant sur le marché rural que sur le marché urbain : *"Les parents de Pierre n'avaient pas une grosse exploitation, ils avaient juste un cheval. Quand Pierre décida de prendre le métier de menuisier, c'était en 1919 ou 1920 et il avait 14-15 ans. Il débuta chez un menuisier du bourg de Dolo, puis il fut à Jugon avant d'aller à Rennes, puis à Paris dans la menuiserie"*. Dans l'entre-deux-guerres, les possibilités régionales d'emplois non agricoles demeurent en effet limitées. De plus, la crise des années 30 touche le milieu agricole et, outre qu'elle freine les installations à la terre, elle contraint parfois nombre de petits fermiers à quitter leur exploitation avec toute leur famille. *"Il y a eu également la crise des années 30 à 36, on faisait beaucoup de ventes judiciaires aux fermiers qui ne pouvaient pas payer. Ils partaient par familles entières, expulsés de leur terre avec des familles de 7 ou 8 enfants. C'est pourquoi on ne pouvait pas s'installer dans des fermes trop petites"* (7).

C'est justement à cette époque que se créent de nombreux emplois dans la France du Nord, qui vont, comme nous le dit Roger, susciter des départs : *"Après 1914-1918, ça a été le début des départs pour Paris. Il fallait du monde en ville, dans le Nord, en usine. Hommes comme femmes partaient vers Paris parce qu'ici il n'y avait pas de débouchés, rien"*. Le départ à Paris de deux frères de Louis, qui ont une formation de menuisier, s'inscrit dans ce contexte : *"Pierre et Claude avaient appris le métier de menuisier et ils ne pouvaient pas s'installer à Dolo, petite commune où il y avait déjà deux menuisiers et, dans les autres communes, c'était pareil"* (Louis). Ce sont donc les difficultés à trouver du travail sur place, jointes au besoin de main-d'œuvre qualifiée en ville, qui favorisent l'exode rural d'artisans formés à la campagne (Bertaux-Wiame, Bertaux, 1981). Comme on le voit en examinant d'un peu plus près la trajectoire professionnelle et les filières migratoires de ces deux fils de paysans. Pierre, l'aîné, qui ne manifeste aucun intérêt pour les travaux des champs, apprend très tôt la menuiserie chez des menuisiers du canton. Après un bref séjour à Rennes où il exerce ce métier, il part à Paris. Là, il travaille quelques années comme porteur de bagages à la gare de Lyon, avant de s'établir définitivement dans la menuiserie. Il est d'abord embauché comme ouvrier menuisier puis, avec trois associés, il prend un atelier dont il s'occupe jusqu'à la fin de sa vie active. Le moment de la retraite arrivé, il se retire dans son village natal. Claude, lui, travaille d'abord à la ferme parentale pendant qu'un de ses frères effectue son service militaire, mais cette activité ne lui plaît pas beaucoup. Son goût et son adresse pour le travail du bois le prédisposent à

(6) - Christine : 89 ans, troisième génération, femme au foyer, fille d'agriculteurs, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

(7) - Louis : 70 ans, deuxième génération, employé PTT à la retraite, niveau CEP, domicilié dans les Côtes-du-Nord après un long séjour dans la région parisienne, fils d'agriculteurs.

l'exercice du métier de menuisier. Avant de partir à Paris, il est un peu ébéniste et un peu tonnelier : il fabrique des futailles, des barriques. Il rejoint son frère aîné dans la région parisienne et il trouve à s'employer dans l'entretien et la menuiserie. Comme son frère, il revient dans la région de Dinan pour la retraite.

La famille agricole elle-même joue un rôle actif dans le processus migratoire et cela de différentes manières. Tout d'abord, les relations de parenté tissent un réseau d'informations sur les emplois et le mode de vie urbains. Revenant en vacances au pays, les parents mais aussi les voisins, les amis, diffusent d'autres idées, font étalage d'autres comportements, voire proposent des situations professionnelles en ville. La famille constitue ainsi le lien social d'entraînement à la "dépaysement" et à l'exode rural. Les incitations au départ n'y manquent pas et se font de plus en plus fréquentes. Ainsi, par exemple, un des frères de Jean-Baptiste, qui n'exerce pas de travail fixe et n'a aucune chance de succéder à ses parents, utilise le réseau de ses amis d'enfance pour migrer vers la région parisienne : *"Julien allait dans les fermes et il venait chez Jacques Bruand pour bêcher. Quelqu'un qui était à Paris a dû lui dire : 'Viens donc à Paris'. Les Robert (Adrien, Frédéric, Isidore), tout ça est parti à Paris et ils étaient à peu près de son âge. Il y en a beaucoup de Lescouët-Jugon qui étaient partis à Paris dans ce moment-là (les années 20). Frédéric Robert avait une belle situation. Il y avait des amies à Mathilde (sa sœur) qui voulaient l'entraîner aussi pour être domestique à Paris. Des filles de Saint-Igneuc qui travaillaient chez les Moulin disaient qu'à Paris on gagnait beaucoup plus"* (Claire). Julien s'établit donc dans la région parisienne où il se marie et fonde un foyer. Il y exerce différentes activités : entrepreneur de bonneterie, ouvrier-chimiste. Les visites à sa famille en Bretagne sont rares, mais les contacts par lettres demeurent.

L'introduction de valeurs urbaines dans une société rurale ayant sa propre culture n'a pas été sans effets sur la perception que les agriculteurs pouvaient avoir du monde urbain. On le voit à travers le témoignage d'une fille de migrants qui raconte comment cela se passait concrètement dans la famille de Pierre et Claude qui accueillait chaque été des parents résidant dans la région parisienne : *"Sans doute quand Paule venait là-bas, ils la voyaient presque comme une dame. 'Oh là là, elle doit être bien à Paris'. C'est comme ça et c'est ça qui jouait beaucoup de la voir venir en Parisienne... Et même Damien amenait des amis chez ma grand-mère puisque, des fois, Pépère disait: 'J'ai été en chercher des voitures à la gare'. Ils étaient tous contents. Pour eux, c'étaient des messieurs, des dames parce que sans doute ce n'était pas pareil"* (8). La région parisienne, grâce à son dynamisme économique et aux distractions qu'elle propose, exerce une forte attraction sur des enfants de paysans à la recherche d'un emploi stable et de meilleures conditions d'existence. *"Ils ont dû en voir qui étaient allés à Paris : 'Oh là là, ils vivent bien'. C'est un petit peu comme la chanson de Jean Ferrat où il disait qu'ils voulaient le formica, c'est un peu ça. Les filles qui s'en allaient, les hommes qui voulaient avoir un métier parce qu'ils savaient très bien que chez mon grand-père où ils étaient cinq, ils n'auraient pas pu faire cinq cultivateurs, vu qu'ils n'avaient pas assez de champs et que c'était trop petit"* (Valérie). L'abandon du monde rural ne relève donc pas uniquement de motifs d'ordre économique, mais il traduit aussi le désir d'un autre mode de vie. Les migrants, lors de leur séjour dans la région d'origine où existent des problèmes d'emploi et de conditions matérielles d'existence, véhiculent des informations sur les emplois disponibles dans la région parisienne, et ils en vantent les avantages économiques : *"Ils disaient que c'était mieux à Paris et qu'on y gagnait plus d'argent que d'être à traîner par là. C'était un peu ce qu'on faisait, nous, en journée. Quand on n'avait pas de travail à la maison, on allait comme journalier chez des fermiers des alentours"* (François).

(8) - Valérie : 55 ans, première génération, femme au foyer, niveau BEPC, petite fille d'agriculteurs, domiciliée dans la région parisienne.

Certains membres de la famille, sur les conseils insistants de ces migrants, quittent ainsi leur village natal ; comme, par exemple, Sandrine et son époux : *"Mon mari a été poussé à partir à Paris par mon oncle Damien, ma tante Paule et mon beau-frère quand ils revenaient au pays. C'est là qu'il fallait aller pour gagner des sous"* (9).

La force d'attraction exercée par la ville est cependant fonction de l'âge, de la personnalité et des conditions d'existence au pays. Il peut arriver qu'en dépit de l'assentiment de leurs parents, certains enfants d'agriculteurs préfèrent la sécurité de leur milieu d'origine aux promesses de vie plus facile à Paris. *"Cécile avait été pour partir aussi, elle avait à ce moment-là 18 ans et, en définitive, elle ne voulut pas partir. Maman voulait qu'elle aille et papa n'en disait trop rien, il ne l'empêchait pas non plus. Elle n'a pas voulu se hasarder à aller à Paris, sans doute"* (François).

Les migrations vers Paris, qui sont liées au travail, s'effectuent par le biais de réseaux tissés par les liens de famille où la femme occupe une position centrale. C'est grâce à la mise en place de tels réseaux que, par exemple, Pierre et Claude, enfants d'Adolphe, vont partir pour la région parisienne : *"Paule, c'était elle qui trouvait des places. Elle devait placer Cécile à Paris... Damien et elle essayaient d'en placer à Paris et ils l'ont fait aussi chez mon oncle Adolphe. C'est bien ma tante Paule et mon oncle Damien qui les ont entraînés à Paris. Ils disaient : 'Je vais vous trouver une place à Paris si vous voulez venir'. C'est comme ça que ça se passait et ils trouvaient facilement des places dans ce temps-là à Paris"* (François).

La solidarité familiale intervient également au stade suivant, c'est-à-dire pour trouver un logement : *"Paule devait jouer un rôle. Comme pour papa, ses parents lui disaient : 'Pierre voudrait bien aller à Paris, tu trouverais bien une chambre'. C'était elle qui a dû trouver la chambre puisque c'était à Asnières. Ils habitaient tous par là, vers Asnières. Ils étaient tous groupés à Asnières puisque mes parents habitaient aussi Asnières. Donc, c'est Paule qui a dû grouper ça"* (Valérie). L'installation dans la région parisienne s'effectue selon le même scénario : l'accueilli devient à son tour l'accueillant : *"La première qui a quitté le pays pour aller à Paris fut ma tante Paule. C'est elle qui a hébergé Pierre lorsqu'il a quitté le pays en attendant de trouver un logement et ensuite, à son tour, Pierre a hébergé Claude et puis moi... Tous avaient au départ un parent ou un ami pour les héberger en attendant de trouver travail et logement"* (Louis).

Les voies suivies par les migrants laissent peu de place à l'improvisation et, avant le départ définitif, il existe même une phase exploratoire du lieu d'émigration afin de régler les problèmes éventuels d'emploi et de logement : *"Je suis partie de Dolo à l'âge de 24 ans, directement pour Asnières, en 1937. J'y connaissais mon beau-frère, ils habitaient déjà là. Mon mari, Léon, avait tâté le terrain avant et, quand on est parti, il avait un travail assuré. C'est son beau-frère qui l'avait fait rentrer chez Fulmen où il travaillait"* (10). La solidarité familiale (ou de parentèle) s'impose et, du départ du pays à l'arrivée dans la capitale, le migrant est pris en charge par la famille, la femme s'occupant plutôt de l'hébergement et l'homme du travail. Ceci vient confirmer les résultats de certains travaux qui mettent en relief la fonction pratique de la parenté dans l'organisation matérielle des installations (Barbichon, 1980).

Pour une femme, le passage de la campagne à la ville suscite des craintes dans l'entourage familial et villageois qui montre ainsi une faible disposition pour les migrations à l'aventure. En fait, les parents n'acceptent de voir leur fille partir qu'à la condition qu'elle soit prise en charge par des membres de la famille sur le

(9) - Sandrine : 78 ans, deuxième génération, femme au foyer, fille d'agriculteurs, niveau CEP, domiciliée dans la région parisienne.

(10) - Adèle : 72 ans, deuxième génération, femme au foyer, fille d'agriculteurs, niveau CEP, domiciliée dans la région parisienne.

lieu de la migration : *"On est allé à Paris par l'intermédiaire de Paule, ma tante. Les parents ont bien accepté parce qu'on partait dans la famille chez Paule. Dans ma jeunesse, il n'y avait pas beaucoup de familles qui partaient, ils restaient à la ferme"* (Adèle). Ces réseaux informels de migrations sont d'une importance capitale pour des hommes et des femmes désespérant de trouver un travail stable et bien rémunéré à la campagne, dépourvus d'un capital économique autant que d'un niveau scolaire suffisants pour s'insérer dans de bonnes conditions et par leurs propres moyens dans la vie citadine.

Les causes des départs de l'agriculture ne sont pas seulement d'ordre économique et social, mais aussi d'ordre psychologique. Un des lieux privilégiés d'émergence du sentiment de répulsion, manifesté par les fils de paysans à l'encontre de la profession de leurs parents, est le service militaire. Il représente non seulement une occasion de s'ouvrir vers l'extérieur et de côtoyer les citadins, mais également un foyer d'attitudes anti-paysannes qui influent sur la représentation que les fils de paysans se font de leur avenir. Une telle expérience laisse des traces dans les mémoires ; ainsi chez François : *"C'est justement quand je suis parti au service militaire que j'avais dit : 'Je ne veux plus de la ferme'. C'est comme ça que ça m'a donné d'autres idées. Je ne sais pas pourquoi tout le monde, même dans l'armée, me faisait répéter deux fois quand je disais que j'étais cultivateur. Je n'avais pas la physionomie, sans doute, d'être cultivateur... ça me déplaisait bientôt d'être cultivateur, surtout quand j'étais jeune, que j'étais au régiment, et tout ça. J'avais bientôt honte de dire que j'étais cultivateur parce que ça surprenait ceux qui me demandaient mon métier"*. Les actions dévalorisantes exercées par l'armée à l'encontre des enfants de paysans, et de la culture qu'ils véhiculent, ont pour effet d'engendrer chez ceux-ci la honte de leur condition, qui se manifeste notamment par une réticence à décliner leur véritable identité sociale. Les militaires contribuent ainsi à leur imposer une perception négative de leur origine paysanne et à les pousser, si des occasions se présentent, à sortir du monde agricole. Le service militaire n'explique certes pas toutes les décisions de fuir l'agriculture, mais son influence n'est pas à négliger à un âge où l'on s'interroge sur son avenir.

S'il est vrai que chaque famille passe par un certain nombre de stades qui constituent son cycle de vie, il reste que, notamment pour des raisons démographiques, les membres d'une même génération ne passent pas toujours par ces stades au même moment. Un tel décalage les confronte aux mêmes événements mais à des moments différents de leur trajectoire de vie, ce qui est susceptible d'entraîner de fortes variations dans leurs cheminements ultérieurs. Par ailleurs, toute famille s'inscrit dans l'"Histoire avec un grand H" et les trajectoires individuelles dépendent de la phase de leur cycle de vie atteinte par les individus au moment d'événements historiques majeurs. La Seconde Guerre mondiale fait partie de ces grands événements : elle a, par exemple, modifié la trajectoire d'un membre de la deuxième génération alors qu'il était en âge de rentrer dans la vie active : *"Après la guerre, il y en a eu quand même qui sont partis parce qu'il y avait des places aux chemins de fer, par exemple. D'ailleurs, moi, j'étais pour partir puisque j'avais passé un examen à la gare Montparnasse et j'étais reçu, ça aurait été pour aller à Paris. J'avais déjà vécu avec des colis, et il aurait encore fallu vivre avec des colis. J'en avais marre de vivre avec des colis comme j'avais fait étant prisonnier et il n'y avait rien à Paris. Il aurait fallu remener la même vie. C'est là que je me suis marié ; ils avaient trois chevaux et c'est là que je me suis installé... J'avais idée de partir tout le temps, mais la guerre a fait un grand dérangement. J'ai été sept ans parti et tout a été changé. Et quand on est arrivé de la guerre, ce n'était pas encore merveilleux, le pays était en difficulté"* (François). La mise en relief des incidences possibles d'un événement historique sur des trajectoires personnelles montre que la prise en compte de la dimension temporelle et biographique est fondamentale pour saisir le sens des pratiques individuelles.

Après cette analyse de la première phase du processus de dépaysement de la famille, il nous faut maintenant caractériser les principaux faits de la deuxième phase, en étudiant la première génération.

Conditions d'installation à la terre et spéculations sur l'avenir

L'éloignement de la condition paysanne de plus des deux tiers des membres de la première génération d'origine agricole après la Seconde Guerre mondiale ne peut que susciter des interrogations sur les raisons profondes de ces nombreux départs. Il ne s'agit pas d'un simple accident de parcours mais bien plutôt d'un mouvement irréversible puisqu'à ce jour aucun retour à la terre n'est intervenu ni n'est d'ailleurs envisageable.

Cette désaffection pour l'agriculture s'inscrit dans le cadre plus général des départs massifs qui s'observent en France à partir des années 50, la croissance économique entraînant la création de nombreux emplois non agricoles. En Bretagne, la politique de décentralisation, amorcée en 1958, permet une amélioration de l'emploi jusqu'en 1964, puis une stabilisation de la population active jusqu'en 1968 (Philipponneau, 1970). De nouveaux débouchés s'offrent ainsi sur place aux enfants d'agriculteurs de la première génération, principalement dans le bâtiment et les travaux publics. Les ouvriers et les employés de bureau trouvent dans l'ensemble à s'employer dans la région ; la majorité des plus qualifiés parvient même à rester en Bretagne, à proximité des pôles de développement économique ; seuls, quelques-uns partent pour la région parisienne. En modifiant le paysage social accessible à la famille paysanne, l'extension du marché des emplois agricoles retentit sur la transmission du métier d'agriculteur, lequel tend à n'être plus qu'un métier possible parmi beaucoup d'autres. Il existe en fait une relation dialectique entre l'état de la structure sociale, la perception que la famille paysanne a de son avenir et l'attitude qu'elle adopte à l'égard de la perpétuation du métier d'agriculteur.

A la première génération, c'est-à-dire à une époque de forte régression du secteur agricole et dans un contexte d'extension de la mécanisation, le métier d'agriculteur ne s'effectue plus dans les mêmes conditions qu'aux deux générations précédentes où l'agriculture était encore une activité dominante et peu mécanisée. Si, dans les deux cas, l'héritage familial représente la principale voie d'accès, une grande différence réside cependant dans le volume et l'état du capital exigé pour avoir ce que l'on appelle désormais une "exploitation viable". Dans le premier cas, les biens immobiliers et mobiliers hérités des parents, étaient généralement suffisants pour envisager l'installation de successeurs. Dans le second cas, par suite de la modification des conditions d'installation à la terre, les besoins initiaux en capital se sont tellement accrus que les familles de la petite et moyenne paysannerie sont incapables de transmettre directement à leurs enfants ce qui leur est désormais nécessaire pour débiter. Si, aux générations précédentes, tous les enfants d'origine agricole avaient sensiblement les mêmes chances de devenir agriculteurs, ce n'est plus vrai actuellement, comme l'ont montré notamment G. Jégouzo et R. Jaubert (1979, P. 32-41). Les enfants de petits agriculteurs ont été les plus pénalisés par l'imposition de nouvelles normes de viabilité des exploitations qui favorisent les agriculteurs les mieux dotés économiquement. Essayons de saisir comment ce phénomène s'inscrit au niveau familial. Y retrouve-t-on cette inégalité des chances d'installation et sous quelle forme ? Quelles en sont les conséquences sur la transmission du métier d'agriculteur au sein de la famille ?

L'accentuation de la motorisation de l'agriculture à partir des années 50 a entraîné l'abandon d'outils de travail hérités de la génération précédente et l'investissement dans un nouveau type de matériel, comme le souligne une agricultrice : *"Il y a 30 ans, si tu veux, on était comme nos parents, on marchait avec les*

chevaux, les brabants, le rouleau et la herse, c'était, de nos parents, ce qu'on avait hérité... On s'est marié en 47 et on était avec des chevaux et tout ça jusqu'en 58-59. C'est à partir de là que les tracteurs sont arrivés ; on a acheté un tracteur et tout a été transformé... Il a fallu changer tous les outils derrière et la vie a tout changé, ce n'était plus du tout pareil. Il fallait emprunter, d'abord pour acheter le tracteur ; avant, on n'avait jamais eu d'emprunt. Et c'est à partir de là que ça s'est transformé..." ⁽¹¹⁾. Le capital familial ancien s'avère inadapté aux nouvelles conditions de travail, ce qui contraint de plus en plus les agriculteurs à faire appel à un capital extra-familial, c'est-à-dire à l'emprunt. Ces transformations dans l'outillage ont donc également pour effet de bouleverser la vie de petits agriculteurs, plus habitués jusque là au comportement d'épargnant qu'à celui d'investisseur. Le besoin accru d'un capital économique que la famille est en grande partie incapable de fournir, du moins en totalité ou assez vite, modifie la perception que les parents ont de leur utilité : ils ont conscience de ne pas offrir les conditions nécessaires à l'enfant désireux de leur succéder : *"Marc aurait pu reprendre si la ferme avait été assez grande... On avait 13 hectares en fermage et 2 hectares à nous ; c'était trop faible pour investir dans le tracteur et le matériel... Marc nous aidait à travailler et il était capable de faire une ferme, mais il aurait fallu plus de terre, faire des investissements, surtout que maintenant il faut une grande exploitation. Un moment, c'était intéressant l'agriculture, mais ça a évolué, il a fallu des tracteurs. Après, il n'y avait plus assez de terre vis-à-vis du matériel, ce n'était pas rentable. Après, les enfants grandissent et ils diront : 'on ne peut pas rester là, ce n'est pas possible'..."* (Josiane).

Ces conditions d'accès au métier d'agriculteur, sans cesse plus difficiles, tendent à démoraliser les petits agriculteurs dont le pouvoir de décider eux-mêmes de la reproduction de leur propre position se trouve nettement plus limité. La perte de confiance dans l'agriculture et la prise de conscience d'une incapacité à maîtriser la destinée de leurs enfants - qui se traduisent par l'absence de successeur - condamnent l'avenir de la profession agricole dans ce type de famille.

L'agriculture qui apparaissait, jusqu'à l'immédiat après-guerre, comme l'activité la plus accessible et offrant le plus de chances d'assurer une situation aux enfants, n'est donc plus en mesure de répondre à l'attente manifestée par les petits agriculteurs. C'est dans ce contexte que nombre d'enfants quittent la terre après avoir tenté de s'y maintenir : *"Ça me disait de rester dans la ferme mais elle était trop petite. Il y avait 11 hectares, tout en location et rien que des petites pièces, ce n'était pas agréable. Et des chênes tout alentour, un tous les mètres. Les bâtiments, c'était moyen, ça allait encore. C'était principalement la terre, et pas de première catégorie. Si ça avait été plus grand, je pense que je serais resté, ça m'aurait plu"* ⁽¹²⁾. *"Chez nous, c'était trop petit aussi, personne n'est resté. C'était tout petit et dispersé, ce n'était pas valable de rester. Ça m'aurait plu et les parents auraient bien voulu, mais ce n'était pas une assez belle ferme, et c'était en location aussi"* ⁽¹³⁾. Le cumul de handicaps tels que le fermage, la petite dimension de l'exploitation familiale, la qualité médiocre et le mauvais agencement des terres, rend difficilement réalisables les souhaits d'installation manifestés par les agriculteurs ou leurs enfants, qui finissent par interioriser leur condamnation inéluctable. De plus, la location des terres dans la parenté et dans le voisinage, qui avait permis aux agriculteurs de la troisième et de la deuxième génération de prendre la relève de leurs ascendants, n'est plus aujourd'hui en mesure d'assumer pleine-

⁽¹¹⁾ - Josiane : 56 ans, deuxième génération, retraitée agricole, 15 hectares, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

⁽¹²⁾ - Maurice : 41 ans, première génération, chauffeur de camions, fils d'agriculteurs, niveau CEP, domicilié dans le pays de Dinan.

⁽¹³⁾ - Isabelle : 43 ans, première génération, mère au foyer, fille d'agriculteurs, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

ment son rôle, étant donné le déficit en terres cultivables en Bretagne (Jegouzo, Jaubert, 1979, pp. 34-35).

Ces difficultés d'accès au sol engendrent une forte compétition pour les terres entre les agriculteurs qui cherchent à se maintenir. Ce processus profite généralement aux plus aisés, au détriment de ceux d'origine plus modeste qui voient leur reproduction directement menacée. Pour le petit propriétaire et surtout le fermier dont l'une des principales préoccupations est l'évaluation de ses chances de conserver et d'acquérir des terres en location, désormais indispensables à l'installation d'un successeur éventuel, une situation aussi incertaine ne peut être que décourageante. Tel est le cas pour la famille de François et celle de Josiane : *"Je ne voyais pas les enfants rester là. Je dis : avec une exploitation comme les landes communes qui étaient à louer tous les neuf ans, et qui étaient susceptibles d'être prises par d'autres : comment en installer un là ? et les autres où ils vont s'installer ? Avec l'instruction, ils auront plus de facilités... Celui qui allait rester là pouvait être handicapé à un moment ou à un autre"* (François). *"Pour les enfants, c'était trop petit et on était dans l'impossibilité de s'agrandir. Maintenant, on vient de lâcher notre ferme et il n'y en a pas eu d'autres à prendre dans le coin. Alors, ils n'avaient la possibilité de s'agrandir que quand notre voisin va lâcher, mais ça demande encore cinq ans et ça faisait trop longtemps... Au départ, pour tous les gens de notre âge, c'était pareil, il n'y avait pas de terre à louer pour les jeunes et on était obligé d'aller ailleurs... Sinon Marc serait resté, il était capable de faire la ferme. S'il y avait eu plus de terres, il serait resté, mais ce n'était pas possible"* (Josiane). Ces agriculteurs qui s'interrogent, à partir de leur situation présente, sur l'avenir de leur descendance dans l'activité agricole et qui prennent conscience du handicap que leur confère leur statut de fermiers ou de petits propriétaires sont ainsi conduits à envisager l'abandon de la profession agricole. En fait, c'est toute une génération de petits agriculteurs arrivant en fin d'activité à peu près au même moment, confrontés donc au problème de la succession, qui, faute d'un héritage familial suffisant et de terres cultivables disponibles en location, abandonnent toute prétention à l'installation d'un successeur.

A tous ces obstacles à l'installation s'ajoute celui de la surface minimum d'installation (SMI) exigée par les pouvoirs publics pour être en mesure de profiter des aides financières. La famille de Monique⁽¹⁴⁾ y a été confrontée : *"Mon fils, Jean, n'a eu droit à rien du tout parce qu'il n'avait pas assez grand de terre"*. Ces propos sont confirmés par Lucie⁽¹⁵⁾, épouse de Jean⁽¹⁶⁾ : *"Les emprunts aux jeunes, on n'a pas eu le droit. Au lieu d'avoir un emprunt à 4,50 %, on l'a eu à 7 %. Il faut avoir au moins 16 hectares et, dans ce temps-là, on n'en avait que 11. On n'en a que 14 maintenant"*. Selon des données récentes, le quart des jeunes agriculteurs français récemment installés n'ont bénéficié d'aucun prêt spécial d'installation du Crédit agricole et la moitié n'ont pas obtenu la dotation à l'installation (Neveu, 1979). Un profond sentiment d'injustice, d'isolement et de désespoir se manifeste chez ces agriculteurs qui soupçonnent, dans la réglementation de la SMI, une volonté de supprimer les petits agriculteurs qui auraient pourtant le plus besoin d'aides. *"Le problème, c'est que tu te débrouilles tout seul... Tout ceux qui sont dans le même métier devraient avoir les mêmes choses, les mêmes avantages... Il y en a qui en ont plein et d'autres qui n'en ont pas... Ils disent que c'est pour les petits, mais il n'y en aura pas de petits... On comprend bien que c'est pour les éliminer... Les primes de 5-6 millions qu'ils donnent, c'est pareil, on n'y a pas eu droit. Celui qui tombe là-dessus quand même, il est*

⁽¹⁴⁾ 66 ans, deuxième génération, retraitée agricole, 10 hectares, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

⁽¹⁵⁾ 35 ans, première génération, agricultrice, 14 hectares, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

⁽¹⁶⁾ 38 ans, première génération, niveau CAP.

avantagé sur les autres" (Jean). Les tentatives d'agrandissement de l'exploitation familiale pour atteindre la SMI se sont heurtées à la concurrence d'agriculteurs plus aisés sur les terres en location convoitées, sans que cela suffise toujours à démoraliser les petits agriculteurs, comme on le voit dans le cas de la famille de Monique : *"On ne pouvait pas s'agrandir avec les 'gros' qu'il y a par ici ; ils n'ont jamais assez. Mais on est attaché à sa terre, on ne veut pas la laisser. Quand on voit tout défaire, ça déplaît. On s'attache aux bêtes, à la terre et à tout, et quand on voit tout partir, eh bien ! je ne sais pas, on est tout démuni"* (Monique). L'amour de la terre qui n'avait pas suffi à retenir les autres enfants d'agriculteurs est ici plus fort que toutes les pressions économiques visant à son abandon, témoignant ainsi d'une volonté de résistance que les autres ont perdue.

Ainsi, malgré l'accroissement des exigences, sur le plan tant de la qualification professionnelle que de la dimension et de la modernisation des exploitations, qui rend plus incertain le maintien dans l'agriculture, certains enfants de petits agriculteurs croient tout de même en leurs chances et débutent leur vie professionnelle dans l'agriculture, avant d'être contraints le plus souvent de se reconverter dans un autre secteur jugé plus accessible. Tel est le cas de Maurice qui, après le décès de son père, a envisagé de prendre la direction de l'exploitation familiale pour, finalement, quitter l'agriculture : *"Je ne savais pas trop si j'allais rester, puisque les bâtiments ont été en vente au dernier moment. Quand j'ai vu ça, après j'ai passé le permis de conduire poids lourds, et j'ai changé d'emploi"* (il est aujourd'hui chauffeur-livreur de vins en Bretagne). Par prudence, avant de se risquer à reprendre une exploitation dont l'avenir n'est pas assuré, ces enfants de petits agriculteurs sont parfois encouragés par leur propre famille à acquérir une formation professionnelle non agricole (de mécanicien, par exemple) qui soit monnayable sur le marché du travail salarié et cependant utile pour l'exercice de la profession agricole aujourd'hui : *"Va-t-en apprendre un métier : si la terre part, eh bien, tu auras ton métier, tu ne seras pas pris. Il faut s'accrocher, il faut être courageux... On disait : il n'a qu'à apprendre ça toujours, le métier ça lui servira pareil dans son métier d'agriculteur... Il répare tout son matériel aussi"* (Monique) ; *"De toute façon, ça ne coûte pas d'apprendre un métier... Des fois que ça n'aurait pas marché en agriculture, j'avais un métier"* (Jean, actuellement chef d'exploitation sur la ferme de ses parents).

Investissements scolaires et stratégies de reconversion : des conflits intra-familiaux

Sachant que les stratégies de reproduction des enfants dans la même condition sociale que leurs parents sont tributaires de *"l'état du système des instruments de reproduction (état de la coutume et de la loi successorale, du marché du travail, du système scolaire, etc.) et de l'état (volume et structure) du capital à reproduire"* (Bourdieu, Boltanski, de Saint-Martin, 1974), toute modification de l'un de ces facteurs est susceptible d'engendrer des stratégies de reconversion visant à organiser le devenir de la famille autour d'une diversification des métiers. L'érosion des chances objectives d'installation à la terre entraîne chez les petits agriculteurs, nous l'avons vu, une crise de confiance dans une agriculture qui ne répond plus à leurs attentes. Et, comme l'exprime clairement cette agricultrice retraitée, à partir de la nouvelle perception de leur profession s'élaborent de nouvelles stratégies d'orientation professionnelle pour leurs enfants : *"Nous avons fait l'avenir des enfants qui sont partis de l'agriculture"* ⁽¹⁷⁾.

⁽¹⁷⁾ - Florence : 64 ans, deuxième génération, retraitée agricole, 14 hectares, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

L'un des instruments de la dépayssannisation est, comme l'ont observé quelques auteurs, l'école dont la famille attend qu'elle joue le rôle de formation et d'insertion dans la société qu'elle-même n'est pas en mesure d'assurer (Jegouzo, Brangeon, 1973). Ce changement des rapports des petits agriculteurs à l'égard de l'école a été permis par les nouvelles possibilités accordées aux enfants d'origine agricole de poursuivre des études au-delà du cycle primaire. En effet, la généralisation de l'implantation des établissements secondaires dans les campagnes françaises à partir des années 60 et l'attribution des bourses aux enfants des familles les plus défavorisées ont rendu possible la réalisation d'aspirations autrefois impensables.

En fait, la pension de certains membres du groupe familial à l'investissement scolaire apparaît comme une manifestation parmi d'autres de leur démoralisation. Elle traduit la volonté des parents d'écarter les enfants d'une profession qui, outre qu'elle offre peu de perspectives d'avenir, tend à être perçue négativement. L'effet de démoralisation est tel que la succession est parfois assimilée à un véritable sacrifice pour celui qui l'assume : *"Mes enfants, je ne les ai pas du tout attirés vers la ferme. Tu ne peux pas faire deux choses ensemble. Je voulais les orienter vers l'école et il ne fallait pas les orienter d'une autre façon, c'était le seul moyen de leur donner une situation... Même si j'avais voulu en sacrifier un pour me remplacer, j'avais tellement eu de la misère dans la terre mouillée que je dis : "Ce serait malheureux qu'il y en ait un qui reste à avoir de la misère comme j'en ai eue..." Celui qui restera là, il faudra qu'il fasse comme nous et qu'il travaille dur pour gagner sa vie... Moi je dis : 'S'ils apprennent bien à l'école, c'est la meilleure chance de les y envoyer'"* (François). Ici, la demande d'éducation relève d'un projet familial de mobilité. Dans cette logique, investir dans l'école, c'est viser à assurer de meilleures conditions d'existence aux enfants en leur permettant d'acquérir une formation qui soit négociable sur le marché du travail. De ce fait, se mobiliser pour les études ou se mobiliser pour la reprise de l'exploitation par un des enfants sont deux objectifs qui semblent inconciliables.

Les dispositions positives à l'égard de l'école traduisent également la volonté des parents de contribuer à l'ascension sociale de leurs enfants dès lors que la scolarité leur en offre des chances objectives. Ce souci de prendre, par la scolarisation des enfants, des garanties sur leur avenir se retrouve par exemple dans la famille de Roger : *"On a pu les envoyer (les enfants) à l'école alors qu'avant tu ne pouvais pas, et puis on essaye de donner une place supérieure aux enfants quand on peut"* (Roger).

Si, à l'intérieur de la cellule familiale, certains adultes optent pour la dépayssannisation et la scolarisation, d'autres peuvent s'y montrer opposés. La famille devient alors le lieu d'un affrontement entre différents projets sociaux visant à peser sur le destin scolaire et social des enfants. Afin de mettre en relief les enjeux de telles confrontations ainsi que leurs effets sur les attitudes des enfants à l'égard de l'école et de l'avenir, on peut prendre l'exemple de la famille de François qui connaît ce type de conflits internes. Les débats se situent autour des années 60, époque de profondes transformations de l'attitude des paysans à l'égard de la poursuite des études. La scolarisation des enfants d'agriculteurs au-delà du cycle primaire est alors loin d'être généralisée et l'âge limite de la scolarité obligatoire est toujours fixé à 14 ans. Un tel contexte est propice à l'émergence de réticences à l'encontre de la poursuite d'études post-primaires.

Lors de ces discussions passionnées au sein de la famille, s'affrontent une vision de l'avenir à court terme qui prône l'arrêt des études après l'école primaire pour gagner de l'argent immédiatement et une vision qui privilégie la spéculation à long terme en s'appuyant sur l'investissement scolaire. *"Si j'avais, raconte François, écouté ma belle-mère qui a mis son grain de sel tant qu'elle a pu, mes filles auraient été bonnes ici ou là. Eh bien, elles auraient gagné de l'argent... Elle essayait de tourner leur mère pour que nos enfants (deux filles et deux garçons)*

arrêtaient les études, mais je dis : 'Il n'en est pas question, ils sont là, ils se débrouillent et ils resteront là'. Si j'envoyais mes enfants à l'école, ce n'était pas pour travailler à la ferme, c'était pour faire leur travail. Je ne leur ai pas dit : 'Votre travail de l'école, vous allez le laisser de côté car j'ai besoin de main-d'œuvre, comme j'en voyais faire partout'. Il faut savoir ce que l'on veut. S'il y avait un échec, ce qui arrivait, il y avait la belle-mère qui disait : 'Ah, mais les autres n'envoient pas leurs gosses à l'école. Toi, tu les as envoyés, tu as dépensé de l'argent, et tu vois les résultats. Ce serait moi, je ne les enverrais pas'. Eh bien, si j'allais l'écouter... Et tout le monde m'engueulait, mais je restais inébranlable. Je disais : 'S'ils ont un échec, peut-être que la prochaine fois ce ne sera pas un échec, et ils retourneront à l'école'. Il y en a d'autres qui auraient dit : 'Bon, vous ne marchez pas, allez hop, au boulot'. Il faut avoir de la volonté, là comme ailleurs, il faut savoir ce que l'on veut. Je voulais les envoyer à l'école".

Les différences d'appréciations sur le type d'avenir à privilégier opposent ici non seulement deux générations mais également les hommes aux femmes. Le problème de la succession, qui est au centre des discussions, divise les époux eux-mêmes, l'épouse souhaitant la reprise de l'exploitation par l'une des filles, et le mari, pour qui le maintien à la terre de l'un des enfants désavantagerait celui-ci vis-à-vis des autres, préfère les voir tous quitter l'agriculture (la situation est plus fréquemment l'inverse, les femmes poussant au départ alors que les hommes se sentent plus tenus par la reprise du patrimoine). "Leur mère en voulait une ici, il fallait donner à tous la même chance" (François). "Même moi, j'avais toujours dit que j'aurais gardé Mireille. Alors un jour je lui pose la question et elle me répond : 'Pourquoi plus moi que Fabienne (sa sœur aînée)'. Alors je dis : 'Ma petite fille tu veux aller, eh bien va'. Elle avait 10-11 ans ; pour les bourses et tout, il fallait savoir. On disait qu'il fallait surtout de l'école pour un gars tandis que pour une fille il n'y en avait pas tellement besoin pour rester en ferme dans ce temps-là" (18). Tirant parti des dissensions existant entre les adultes et des possibilités de continuer les études dont bénéficie déjà sa sœur aînée, la cadette impose son choix et ne soumet pas ses aspirations personnelles aux projets d'une partie de la famille qui souhaite la voir reprendre l'exploitation. Après avoir poursuivi des études secondaires, elle trouve un travail d'employée de banque en Bretagne.

Les enfants sont les rémoins et l'enjeu des discours de leurs parents et grands-parents sur le type d'avenir que ceux-ci souhaitent leur assurer. Dans les propos et les comportements des adultes, transparaissent leur crise de confiance dans l'évolution du métier d'agriculteur et leur mécontentement au sujet de leurs conditions d'existence qui, à leur tour, peuvent produire des effets de démoralisation sur les enfants, guidant leurs désirs et leurs comportements effectifs ; comme l'explique l'une des filles de François et de Marie : "Mémère aurait voulu qu'on reste et qu'on se marie avec quelqu'un du coin et qu'on continue. C'était tout le temps le discours, mais papa tenait vraiment à ce qu'on aille à l'école et, vraiment, il ne nous encourageait pas à rester du tout... Le climat familial et les propos tenus à l'égard du métier d'agriculteur nous décourageaient de rester à la ferme. Ne restait à la ferme que celui qui n'était pas capable de poursuivre des études... Pourquoi cette dévalorisation ? Nos parents n'avaient pas beaucoup de terre et celle-ci n'était pas toujours bonne. Ils voulaient qu'on se sorte de là, qu'on n'ait pas le mal qu'ils avaient eu, qu'on ne reste pas 'tourner les bouses', expression péjorative pour le métier" (19).

Les enfants de François et de Marie subissent également l'influence des migrants de retour au pays qui agissent, eux aussi, sur leur représentation de

(18) - Marie : 62 ans, épouse de François, deuxième génération, retraitée agricole, niveau CEP.

(19) - Fabienne : 39 ans, première génération. Elle a poursuivi des études supérieures et exercé successivement le travail de maîtresse d'internat et de conseillère d'éducation dans un lycée en Bretagne. Mariée avec un enseignant, elle est actuellement mère au foyer. Domiciliée dans le pays de Dinan.

l'avenir : "Les gens de la ville qui revenaient au pays nous toisaient : 'Celle-ci ne restera pas à la ferme, ça se voit bien', ou l'inverse : 'C'est peut-être celle-ci qui restera à la ferme', et ce jugement avait tout de même un gros impact sur notre moral et nous influençait à vouloir réussir dans un domaine plus valorisé, à savoir le domaine intellectuel. Il nous aurait fallu une motivation profonde pour renverser ce poids qui pesait sur nous et nous construire sur des valeurs qui n'étaient plus reconnues" (Fabienne). La représentation citadine de l'avenir (ou plutôt de l'absence d'avenir) dans l'agriculture tend à démoraliser les enfants d'agriculteurs et à leur faire adopter des attitudes contraires à la reprise de l'activité agricole familiale. En accordant la préférence aux études, ils manifestent ainsi la conversion de leur attitude à l'égard de la condition paysanne, désormais dévaluée. Cette propension à investir sur le marché scolaire, condition indispensable sans être toujours suffisante, de la réussite scolaire, transparaît ici dans les prises de contact avec les instituteurs, les directeurs de lycées, le choix des établissements d'enseignement secondaire et le suivi des études. Ainsi, le placement des enfants par certains de ces agriculteurs en cours complémentaire dans les communes rurales du pays de Dinan, dont la vocation est la préparation à l'Ecole Normale, ou dans des lycées situés en ville exprime toutes les espérances sociales des parents.

Nous observons cependant une forte différenciation dans le destin scolaire des enfants d'agriculteurs de la première génération, qui renvoie à la diversité des espérances des parents à l'égard de l'avenir de leur profession et à leur plus ou moins grande capacité à se mobiliser pour assurer un "bon avenir" à leurs enfants en dehors de l'agriculture. En effet, s'il y a encore un quart d'entre eux à n'avoir suivi que le cycle primaire, il y en a moins d'un dixième à être allé jusqu'à la fin du premier cycle, un quart à avoir effectué un apprentissage professionnel et enfin environ un tiers à avoir poursuivi des études longues. L'école contribue bien sûr à détacher les enfants de la terre, en les coupant de leur milieu d'origine et en les formant à des emplois non agricoles ; mais ce pouvoir de détournement ne devient efficient qu'avec la complicité des agriculteurs qui poussent à la scolarisation parce qu'ils ne peuvent plus ou ne veulent plus retenir leurs enfants à la terre. C'est ce qui se passe dans la famille de Roger dont les deux filles vont à l'Ecole Normale et deviennent par la suite institutrices. "Ça leur a dit de rester, mais quand elles ont eu une certaine instruction, elles n'ont pas voulu rester. On ne le souhaitait pas parce que c'était trop dur dans ce temps-là" (Roger). Les deux fils de Josiane perçoivent la poursuite des études et l'acquisition de titres scolaires comme un moyen d'acquiescer un métier, une situation hors du milieu agricole. "De toute façon, Victor nous a dit qu'il allait à l'école. Et puis Marc a vu que c'était trop petit et il a demandé d'aller à l'école aussi. On ne les a pas encouragés, mais on ne les a pas découragés non plus, ils ont fait comme ils ont voulu" (Josiane). L'aîné, qui n'a jamais manifesté d'intérêt particulier pour l'exercice du métier d'agriculteur, poursuit des études supérieures à Rennes. Devant la difficulté de trouver en Bretagne un travail en rapport avec son niveau de qualification, il part à Paris : "Je suis ingénieur en électronique-informatique et ma femme s'occupe de la gestion d'une école de musique. Je voyage pas mal : la semaine dernière en Allemagne, la semaine prochaine à San Francisco. Ceci explique pourquoi j'ai quitté la Bretagne en 1970 : à cette date, rien ne m'aurait permis de faire sur place une carrière équivalente à ce que l'on peut faire en région parisienne" (Victor). Le cadet, qui était intéressé par la reprise de l'exploitation, poursuit des études secondaires en Bretagne et va à Paris où il fait une carrière d'agent de maintenance. Ainsi, la liberté de choix scolaire et professionnel accordée aux enfants traduit l'effritement des possibilités d'un grand nombre de familles de se reproduire dans l'agriculture.

D'autres facteurs vont concourir à l'éloignement de l'agriculture comme, par exemple, les nouvelles attitudes des filles de paysans qui ne veulent plus se marier avec des agriculteurs. Les familles ne se mobilisent plus aujourd'hui pour la défense de la condition paysanne, autrefois valorisée, et elles les laissent, voire

même les encouragent à épouser des non paysans. Le témoignage d'une agricultrice née au début du siècle exprime bien l'évolution des pratiques matrimoniales : (à propos d'une noce d'agriculteurs en 1921) *"Ça fait déjà 63 ans, ça ne fait pas du tout nouveau. Dans ce temps-là, ils se mariaient plutôt entre agriculteurs, que de prendre des employés, c'était rare. Parfois l'agriculteur, ou l'agricultrice surtout, pouvait prendre un ouvrier, mais c'était plutôt l'agriculteur qui était considéré. Autant il n'est plus considéré aujourd'hui, dans ce temps-là, il était considéré"* (20).

Par ces nouvelles pratiques matrimoniales, tout comme par la modification de son rapport à l'école et, plus généralement, à la succession dans l'agriculture, la famille paysanne traduit un souci nouveau d'organiser son devenir social autour d'une diversification des situations professionnelles accessibles à ses membres ; ce faisant, elle menace directement l'exercice du métier d'agriculteur dans lequel elle-même se trouve largement menacée.

(20) - Thérèse : 84 ans, hors famille étudiée, agricultrice, niveau CEP, domiciliée dans le pays de Dinan.

ANNEXE

Rappel des principales caractéristiques des personnes mentionnées dans le texte*

- François (70 ans) et Marie (62 ans) n° 2 : Retraités agricoles, 18 hectares, niveau CEP, pays de Dinan.
- Fabienne (39 ans) n° 3 : Fille de François et Marie. Mère au foyer, études supérieures, a été conseillère d'éducation, mariée avec un enseignant, pays de Dinan.
- Mireille (36 ans) n° 4 : Fille de François et Marie. Employée de banque, études secondaires, Bretagne.
- Roger (80 ans) et Cécile (73 ans) n° 7 : Cécile est la sœur de François. Retraités agricoles, 30 hectares, niveau CEP (Roger), pays de Dinan.
- Maurice (41 ans) et Isabelle (43 ans) n° 13 : Maurice est le neveu de François et Cécile. Chauffeur de camions (Isabelle est mère au foyer), origine agricole, niveau CEP, pays de Dinan.
- Florence (64 ans) n° 15 : Belle-sœur de François et Cécile. Retraitée agricole, 14 hectares, niveau CEP, pays de Dinan.
- Damien et Paule (décédés) n° 45 : Paule est la tante de François et Cécile. Concierges dans la région parisienne, niveau CEP, origine agricole.
- Léon (décédé) et Adèle (72 ans) n° 26 : Léon est le neveu de Damien et Paule. Ouvrier d'usine (Adèle est femme au foyer), origine agricole, niveau CEP (Adèle), région parisienne.
- Sandrine (78 ans) n° 28 : Sœur de Léon, nièce de Damien et Paule. Origine agricole, femme au foyer, niveau CEP, région parisienne.
- Edmond n° 32 : Beau-frère de Sandrine. Ouvrier dans la région parisienne, niveau CEP, origine agricole.
- Claude (décédé) n° 37 : Neveu de Damien et Paule. Agent de maîtrise, niveau CEP, origine agricole, pays de Dinan après avoir passé sa vie active à Paris.
- Monique (66 ans) n° 39 : Belle-sœur de Claude. Retraitée agricole, 10 hectares, niveau CEP, pays de Dinan.
- Jean (38 ans) et Lucie (35 ans) n° 40 : Jean est le fils de Monique. Agriculteurs, 14 hectares, niveau CAP (Jean) et CEP (Lucie), pays de Dinan.
- Louis (70 ans) n° 42 : Frère de Claude, neveu de Damien et Paule. Employé des PTT, à la retraite, niveau CEP, Côtes-du Nord après un long séjour dans la région parisienne.
- Pierre (décédé) n° 43 : Frère de Claude et Louis, neveu de Damien et Paule. Artisan menuisier, niveau CEP, pays de Dinan après avoir passé sa vie active à Paris.
- Valérie (55 ans) n° 44 : Fille de Pierre. Femme au foyer, niveau BEPC, région parisienne.
- Josiane (56 ans) n° 79 : Parente de François et Marie par alliance. Retraitée agricole, 15 hectares, niveau CEP, pays de Dinan.

* La numérotation correspond à celle qui figure sur le tableau généalogique. Bruant, Robert et Moulin sont des noms de famille fictifs.

- Victor (37 ans) n° 80 : Fils de Josiane. Ingénieur informatique-électronique, études supérieures, région parisienne.
- Marc (32 ans) n° 81 : Fils de Josiane. Agent de maîtrise, études secondaires, région parisienne.
- Julien (décédé) n° 91 : Oncle de Marie. Ouvrier dans la région parisienne, niveau CEP, origine agricole.
- Jean-Baptiste (décédé) et Christine (89 ans) n° 101 : Jean-Baptiste est le frère de Julien et l'oncle de Marie. A terminé sa carrière dans la marine comme commandant d'un dépôt (Christine est femme au foyer), origine agricole, niveau CEP (Christine), pays de Dinan.
- Claire (85 ans) : Sœur de Christine (hors famille étudiée). Commerçante à la retraite, niveau CEP, pays de Dinan.
- Mathilde (décédée) : Sœur de Christine et Claire (hors famille étudiée). Employée de maison, niveau CEP, pays de Dinan.
- Thérèse (84 ans) : Parente éloignée de la mère de Marie (hors famille étudiée). Retraitée agricole, niveau CEP, pays de Dinan.

BIBLIOGRAPHIE

BARBICHON (G.), 1980 - "Provinciaux et provinces à Paris", *Ethnologie française*, avril-juin, 10, 2, pp. 119-218.

BERTAUX-WIAME (I.) et BERTAUX (D.), 1981 - "Jeunes villageois(e)s dans le Paris de l'entre-deux-guerres. Une enquête exploratoire", in : *Sociétés paysannes et dépaysement. Les usages de l'histoire de vie en anthropologie et en sociologie*, Rennes, Tud Ha Bro, Sociétés bretonnes et Université de Haute Bretagne, p. 105.

BOURDIEU (P.), BOLTANSKI (L.) et SAINT-MARTIN (M.) de, 1974 - "Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d'enseignement", *Informations sur les sciences sociales*, 12, 5, p. 61.

GAUTIER (E.), 1950 - *Un siècle d'indigence... Pourquoi les bretons s'en vont...* Paris, Editions ouvrières.

GAUTIER (E.), 1953 - "L'émigration bretonne. Où vont les bretons émigrants. Leurs conditions de vie", *Bulletin de l'entraide bretonne de la région parisienne*, pp. 64-65.

JEGOUZO (G.) et BRANGEON (J.L.), 1973 - *Les paysans et l'école*, Paris, Cujas.

JEGOUZO (G.) et JAUBERT (R.), 1979 - "L'inégalité des chances d'installation à la terre", *Revue de droit rural*, 77, mai-juin 1979.

NEVEU (A.), 1979 - "L'identification des obstacles à l'installation des jeunes agriculteurs. Les obstacles économiques et financiers", *Revue de droit rural*, 77, mai-juin 1979, p. 42.

PHILIPPONNEAU (M.), 1970 - *Debout Bretagne !* Saint Brieuc, PUB, p. 215.

RAMBAUD (P.), 1974 - *Société rurale et urbanisation*, 2ème édition augmentée, Paris, Ed. du Seuil.

ROUVRAIS (A.), 1985 - *Le destin social d'une famille paysanne bretonne (fin du XIXème siècle - 1985)*, sous la dir. de RAMBAUD (P.), mémoire de DEA, Paris, EHESS, 242 p.